

Institutional Cooperation

Joint Ventures

CA 1
EA 81
- ZO/3

Canada

Fondements du programme

Le programme se veut un transfert dans les deux sens, apportant une nouvelle dimension aux relations du Canada avec les pays en développement. Il vise à créer des liens avec ces pays en mettant de côté le concept d'aide à sens unique, c'est-à-dire de donateur à bénéficiaire, pour s'attacher à des formes de collaboration à double sens qui peuvent être sources d'avantages mutuels. Il constitue un cadre favorisant la réalisation d'entreprises conjointes entre des institutions et des organisations canadiennes et des institutions homologues des pays en développement, par "entreprises conjointes" on entend des réalisations auxquelles les deux parties sont intéressées parce qu'elles y travaillent ensemble comme partenaires égaux et qu'elles y ont investi considérablement. Le programme permet donc aux participants de s'engager ensemble dans des activités tangibles, qui ne consistent pas simplement à les "jumeler" ou à les "rapprocher", pour favoriser un échange de personnel, mais qui leur donnent la possibilité de se consacrer à des problèmes précis dont la résolution est d'une importance primordiale pour le progrès économique et social dans le tiers monde.

Grâce à l'interaction de différents genres d'institutions et organisations dépassant les frontières nationales, le programme entend encourager des formes nouvelles et créatrices de coopération au développement dans un vaste éventail de domaines.

Caractéristiques du programme

Engagement des organismes participants: L'expérience a montré que la réussite d'un projet dépend avant tout de la part que veulent y prendre les organismes intervenants. Ce programme repose donc sur les contributions concrètes des institutions ou organismes participants à un programme ou projet donné.

D'une part, l'engagement du parlementaire canadien sera évalué en fonction de la mesure dans laquelle il est prêt:

- (a) à prendre les arrangements administratifs qui conviennent afin de veiller à la mise en oeuvre efficace du programme ou du projet en question;
- (b) à absorber les coûts indirects du programme ou du projet en question;
- (c) à apporter une contribution raisonnable pour absorber les coûts directs du programme ou du projet en question, que ce soit en espèces ou en services (par ex., traitements, dépenses connexes, ou personnel), compte tenu de la capacité financière de l'institution ou de l'organisation.
- D'autre part, l'engagement du parlementaire du pays en développement sera évalué de manière semblable, mais avec plus de souplesse eu égard à ses ressources.

Initiatives

Le programme cherche à susciter des initiatives de la part des partenaires éventuels, bien qu'il ne soit pas exclu que l'ACDI fasse les premiers pas lorsque la situation s'y prête.

Orientation du programme

Le programme est bâti en fonction de "secteurs problèmes", au lieu d'être structuré selon les disciplines conventionnelles. C'est que les secteurs problèmes peuvent être le "carrefour" d'une multiplicité de disciplines et de connaissances pouvant mener à une action concrète. Il peut s'agir, par exemple, d'associer les connaissances des populations rurales aux compétences techniques des experts de l'extérieur.

Types de programmes et de projets proposés
Les programmes et projets proposés à l'ACDI seront jugés principalement d'après : (1) leur valeur pratique, (2) leur contenu et leur portée; (3) leur caractère innovateur et (4) la contribution précise que les organismes participants sont disposés à y apporter.

Objectifs du programme

Les principaux objectifs du programme sont les suivants:

- (1) renforcer les capacités des infrastructures institutionnelles et professionnelles des pays en développement, afin de leur permettre d'identifier et d'apporter des solutions appropriées aux problèmes majeurs du développement grâce à des entreprises conjointes avec des organisations canadiennes homologues;
- (2) encourager les initiatives des institutions et associations professionnelles du Canada qui entreprennent des actions communes avec des organisations homologues des pays en développement;
- (3) donner la possibilité à l'ACDI de mettre à profit l'expérience et les compétences propres des institutions et des organisations professionnelles à but non lucratif.

Genres d'organismes admissibles

Les grandes catégories d'institutions et d'organisations admissibles sont les suivantes:

- (1) institutions à vocation agricole, éducative, scientifique, socio-économique, technique et culturelle;
- (2) organisations professionnelles, associations féminines et groupements de jeunes;
- (3) institutions à but non lucratif reconnues ayant des compétences et des capacités dans le domaine du développement.

Les institutions et organisations doivent répondre aux critères suivants:

- (a) être reconnues à titre d'organisation non commerciale sans but lucratif;
- (b) être peu ou pas en mesure de recueillir des fonds;
- (c) posséder les compétences ou les ressources spécialisées requises pour la réalisation du programme ou du projet proposé;
- (d) apporter une contribution appréciable à l'entreprise conjointe sous la forme de personnel, de biens et services ou sous une autre forme bien déterminée;
- (e) faire la preuve de leur viabilité financière et opérationnelle.

Critères du programme

Outre les critères principaux exposés ci-dessus, les demandes d'aide financière pour un projet devraient répondre aux conditions suivantes:

- (1) le projet devrait être en rapport avec des pays en développement d'Asie, d'Afrique, des Antilles ou d'Amérique latine;
- (2) les objectifs et les coûts du projet devraient être clairs, réalisistes et faisables dans les limites des ressources et des délais spécifiés;
- (3) la préférence sera accordée aux projets pour lesquels les engagements des partenaires peuvent facilement être identifiés;
- (4) les échanges de personnel et les voyages devraient être liés aux objectifs du projet;
- (5) les programmes de formation ou les bourses d'études devraient être liés aux objectifs du projet et ne pas constituer un projet en soi;
- (6) les buts auxquels serviront les fonds de l'ACDI doivent être bien identifiés; ces fonds ne peuvent normalement être utilisés pour des achats de terrain, des immobilisations ou des travaux de construction;
- (7) les séminaires, les ateliers ou les conférences devraient être liés au projet.

Arrangements financiers

Les arrangements financiers concernant les projets subventionnés dans le cadre du programme de coopération institutionnelle sont essentiellement tripartites, c'est-à-dire qu'ils font intervenir l'ACDI et les deux organismes qui y participent conjointement.

L'organisme du pays en développement devra normalement apporter sa contribution à l'entreprise conjointe sous la forme de soutien administratif local, de salaires au niveau local, de logements pour le personnel canadien, de déplacements dans le pays, etc.

L'institution canadienne participant au projet devra normalement fournir certains services et certaines installations se rapportant à l'administration du projet. L'institution peut également apporter sa contribution en assumant les salaires du personnel en congé sabbatique qui participe au projet ou les salaires des personnes qui y sont affectées à court terme.

La contribution de l'ACDI servira à payer les coûts du projet qui ne peuvent raisonnablement absorber les organismes participants, mais elle ne peut être utilisée pour acquitter leurs frais généraux courants.

Comment présenter une demande d'assistance

Les demandes d'assistance doivent être adressées au Directeur général, Direction de la Coopération institutionnelle et des Services au développement, Programmes spéciaux de l'ACDI, et être présentées au moyen des formulaires conçus par l'ACDI à cette fin. Ces formulaires doivent être signés par le directeur de l'institution ou de l'association canadienne, et être accompagnés d'une copie de l'entente signée par les dirigeants des deux organismes participants (du Canada et du pays en développement) relativement au projet soumis.

Evaluation

Les programmes et projets subventionnés par l'ACDI pourront être évalués et vérifiés par l'ACDI.

Program Rationale

The program is a two-way street, constituting a new dimension in Canada's relations with the developing countries. It seeks to build relationships with them. It is a shift away from one-way "aid", from donor-recipient, to two-way collaborations with mutual benefits. It provides a framework for joint ventures between institutions and organizations in Canada and their counterparts in the developing countries, by "joint ventures" is meant endeavours in which both parties have a stake since they will be working together as equal partners each with a significant investment. It enables the participating bodies to undertake substantive programs together, which go beyond "twinning" or "linking" arrangements involving only an exchange of personnel, to focus on specific problems whose solution is regarded as of high priority in terms of fostering economic and social progress in the Third World.

Through the interaction of different types of institutions and organizations across national boundaries, the Program is designed to encourage new and imaginative forms of development cooperation in a range of areas.

Program Features

Commitment of Participating Partners

Experience has shown that the success of a project depends primarily on the commitment to it of the participating partners. Consequently, this program expects tangible contributions by the participating institutions or organizations to the program or project in question.

In so far as the Canadian partner is concerned, commitment will be measured in terms of its willingness to:

- (a) make the appropriate administrative arrangements to ensure efficient and effective implementation of the program or project in question;
- (b) absorb the indirect costs of the program or project in question;
- (c) make a reasonable contribution to the direct costs of the program or project in question, either in cash or in services (e.g. salaries and related costs or personnel), taking into account the financial strength of the institution or organization.

In so far as the developing country partner is concerned, commitment will be measured in similar terms, applied with a greater degree of flexibility to take account of the partner's resources.

Initiatives

The program is intended to stimulate initiatives on the part of the collaborating partners, although it does not preclude CIDA from taking them when appropriate.

Program Orientation

The Program has a "problem area" orientation instead of working along the lines of conventional academic disciplines. It recognizes that problem areas can create a "meeting point" for a variety of disciplines and skills to lead to concrete action. For instance, it can combine the knowledge of rural people with the technical competence of outsiders.

Type of Proposals

Program and project proposals for funding will be judged primarily on (1) their practical value, (2) their substance and scope (3) their innovativeness, and (4) the identified contribution which the participating bodies are prepared to make to it.

Objectives of the Program

The main objectives of the Program are:

- (1) to strengthen the capacity and capability of the institutional and professional infra-structures of the developing countries to identify and implement appropriate solutions to high priority development problems, by means of joint ventures with their Canadian counterparts;
- (2) to encourage initiatives by Canadian institutions and professional associations in joint ventures with their counterparts in the developing world;
- (3) to enable CIDA to tap the expertise and experience of non-profit institutions and professional organizations in their areas of competence.

Types of Eligible Bodies

The broad categories of eligible institutions and organizations include the following:

- (1) agricultural, educational, scientific, technical and socio-economic and cultural institutions;
- (2) professional, women and youth organizations;
- (3) registered non-profit institutions with development expertise and capabilities.

Institutions and organizations should meet the following criteria:

- (a) be registered as non-profit and non-commercial;
- (b) have little or no fund-raising role or capacity;
- (c) possess the specialized expertise or resources that are required for the proposed program or project;
- (d) make a significant institutional commitment to a joint venture in the form of staff, goods and services or in other identifiable ways;
- (e) provide evidence of its financial and operational viability.

Program Criteria

In addition to the primary criteria outlined above, requests for financial support for proposals should meet the following criteria:

- (1) the project should be carried out in relation to the developing countries of Asia, Africa, the Caribbean or Latin America;
- (2) the objectives and costs of the project should be clear, realistic and attainable within the resources and time specified;
- (3) the collaborating bodies should provide evidence of their commitment to the project by identifying the contributions (and their approximate value), that they will make to it in terms of staff time, resources, services, etc. for a stated period. Priority will be given to projects with a high degree of identifiable commitment by the institutional partners;
- (4) exchanges of personnel and travel should be related to the objectives of the project;
- (5) training programs or scholarships should be related to the objectives of the project and are not a project in themselves;
- (6) the specific purposes for which CIDA funds will be used must be identified; they normally may not include land purchase, capital or construction costs;
- (7) seminars, workshops or conferences should be related to the project.

Financial Arrangements

The financial arrangements for projects sponsored by this Program are essentially tripartite; they involve the co-operating partners and CIDA.

The partner in the developing country will be expected to contribute to a joint venture in the form of local administrative support for the project, local salaries, accommodation for Canadian personnel, local travel etc.

The Canadian partner involved in the project will be expected to provide some services and facilities for the administration of the project. Salaries of staff on sabbatical who are participating in the project or who are on short-term assignments may be regarded as a part of the Canadian partner's contribution.

CIDA's contribution will be used to pay the costs of the project which cannot reasonably be met by the collaborating partners; it may not be used to defray an institution's or organization's normal overheads.

Procedure for Application

Requests for funding from CIDA should be made to the Director General, Institutional Cooperation and Development Services Division, Special Programs Branch of CIDA, on forms available from CIDA. The forms must be signed by the chief executive officer of the Canadian institution or association and be accompanied by a copy of a project agreement signed by the heads of both the Canadian and the developing country bodies involved.

Evaluation

Programs and projects supported by CIDA will be subject to evaluation and audit by CIDA.